CONDITIONS GÉNÉRALES DE REMISE ET D'USAGE

Conditions générales de remise et d'usage (CGRU) des Cartes Mobilité Inclusion

L'Imprimerie Nationale, société anonyme, au capital social de 34 500 000 € dont le siège social est sis 104 avenue du Président Kennedy - 75016 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 352 973 622, délivre les Cartes Mobilité Inclusion.

Le présent document a pour objet de fixer les conditions de remise et d'usage par les bénéficiaires (personnes morales ou physiques) de la « Carte Mobilité Inclusion » (ci-après « **CMI** ») prises en application des articles L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ainsi que du décret n°2016-1847 du 23 décembre 2016 autorisant la création de traitement automatisé de données à caractère personnel relatifs à la CMI. Le présent document vaut conditions générales de vente de l'Imprimerie Nationale.

La CMI destinée aux personnes physiques est délivrée par le Président du conseil départemental au vu de l'appréciation, sur le fondement du 3° du I de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, de la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles.

Elle peut porter une ou plusieurs des mentions prévues à l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles (« invalidité », « priorité » ou « stationnement pour personnes handicapées »), à titre définitif ou pour une durée déterminée.

Lorsque la CMI est destinée à une entité assurant le transport collectif de personnes handicapées, l'autorité de délivrance de la CMI est le représentant de l'État dans le département.

Chaque demande et/ou commande sur le site www.carte-mobilite-inclusion.fr est régie par les présentes conditions générales de remise et d'usage (ci-après « **CGRU** ») applicables à la date de la demande de la CMI, ainsi que par les conditions générales d'utilisation (ci-après « **CGU** ») du site (ci-après « **Portail** »).

En cochant la case par laquelle il reconnaît avoir pris connaissance des CGRU lors de la première connexion au Portail, le bénéficiaire accepte sans réserve ces CGRU.

I. LA CARTE MOBILITÉ INCLUSION

La carte mobilité inclusion est destinée aux personnes en situation de handicap et/ou de perte d'autonomie. Elle est accordée sous conditions et permet à son titulaire de bénéficier de certains droits notamment dans les transports.

La demande de délivrance de CMI doit être effectuée auprès de la MDPH ou de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) ou de la Direction Départementale de la

Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) du département de résidence du bénéficiaire.

Le Portail Bénéficiaire n'est accessible qu'après qu'une demande de délivrance de CMI ait été faite auprès de la MDPH ou de la DDCS ou de la DDCSPP du département de résidence.

II. DESCRIPTIF DU PORTAIL BÉNÉFICIAIRE

Le Portail permet aux Bénéficiaires d'accéder aux fonctions et interfaces suivantes:

- **Connexion** : Interface d'accès au Portail ;
- **Téléversement Photographie** : les fonctions disponibles sont les suivantes :
 - Module de transfert (permet le transfert de la photographie d'identité) ;
 - Module de correction de la photographie d'identité (cadrage) dans le cadre d'un transfert dématérialisé ;
- **Suivi des Demandes** : Interface de suivi du cycle de production de la CMI faisant apparaître les différentes étapes du traitement de la demande de fabrication à la remise au transporteur de la CMI.
- **Gestion des données** : Interface permettant au Bénéficiaire de modifier des données le concernant et utiles à son compte ou à la fabrication de la CMI.
- **Duplicata de CMI** : Interface permettant de demander une nouvelle CMI en lieu et place de l'existante ;
- **Second exemplaire de la CMI Stationnement** : Interface permettant aux Bénéficiaires personnes physique de commander un second exemplaire de la CMI stationnement ;
- **FAQ** ;
- **Contact Support Utilisateur** : informations concernant l'accès au Service Vocal Interactif ;
- Par ailleurs, les informations suivantes sont disponibles sur chaque page du Portail :
 - Mentions relatives à la réglementation application en matière de protection des données personnelles: demande d'exercice des droits d'accès, de rectification et de suppression ;
 - Conditions Générales de Remise et d'Usage de la CMI et Conditions Générales d'Utilisation du Portail.

III. CONDITIONS DE CONNEXION

Chaque Bénéficiaire reçoit ses droits de connexion par courrier postal simple.

- Chaque Bénéficiaire doit systématiquement modifier son mot de passe lors de la première connexion au Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr

Le nouveau mot de passe doit impérativement comporter au minimum :

- **8 caractères,**
- **dont au moins 1 majuscule, 1 chiffre et 1 caractère spécial.**

Pour pouvoir utiliser le Portail, le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance des conditions suivantes :

- **le Bénéficiaire doit disposer d'un accès internet**
- **le Bénéficiaire doit s'assurer, préalablement à toute utilisation du Portail qu'il a bien modifié son mot de passe lors de la première connexion ;**
- **la connexion au Portail s'effectue au moyen :**
 - De l'URL du Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr
 - De l'identifiant du Bénéficiaire transmis par voie postale
 - Du mot de passe transmis par voie postale, que le Bénéficiaire aura pris soin de modifier lors de la première connexion
- **tout produit commandé via le Portail est expédié par courrier postal simple ;**
- **les paiements s'effectuent par carte bancaire ou par chèque.**

IV. FONCTIONNALITÉS DU PORTAIL

1. Connexion à l'espace personnel Bénéficiaire

L'espace personnel du Bénéficiaire permet d'accéder aux différentes fonctionnalités du Portail et aux informations du Bénéficiaire.

Il est accessible depuis n'importe quel point d'accès internet via le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr

Pour y accéder, le Bénéficiaire doit disposer des identifiants transmis par voie postale et du mot de passe qu'il aura pris soin de modifier lors de la première connexion.

2. Téléversement de la photographie par le Bénéficiaire

Lorsque la carte CMI est demandée par un Bénéficiaire personne physique, une photographie d'identité du Bénéficiaire doit être collectée et transmise à l'Imprimerie Nationale.

Lorsque la carte CMI est demandée pour le compte d'une personne morale, le chapitre ci-dessous (« Téléversement de la photographie par le Bénéficiaire ») n'est pas applicable.

Une fois la demande de CMI effectuée auprès de la MDPH, de la DDCS ou de la DDCSPP du département de résidence, le Bénéficiaire personne physique reçoit un courrier lui demandant de transmettre une photo d'identité pour la personnalisation de la CMI.

La photo peut être :

- soit renvoyée par voie postale grâce au coupon réponse joint au courrier de demande de transmission de photographie,
- soit téléversée sur l'espace personnel du Bénéficiaire via le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr

Un seul courrier de de photographie (coupon-réponse) est envoyé au Bénéficiaire (ou à son représentant légal). Si la seconde photographie transmise par le Bénéficiaire n'est pas exploitable, le Bénéficiaire devra se rendre sur son espace personnel via le Portail Bénéficiaire www.carte-mobilité-inclusion.fr ou se rendre dans son organisme émetteur pour télécharger une photographie d'identité exploitable.

Le Portail Bénéficiaire permet, après réception par voie postale du courrier d'Appel photo » de :

1. téléverser sa photo d'identité numérisée puis
2. valider le téléversement.

Attention : la photographie transmise à l'Imprimerie nationale doit correspondre obligatoirement être celle du Bénéficiaire de la Carte CMI

Le Bénéficiaire (ou son représentant légal) est le seul responsable de la mise à disposition de la conformité de la photographie d'identité transmise.

Pour rappel, au titre de l'article R241-22 du code de l'action sociale et des familles l'usage indu de la carte mobilité inclusion comportant les mentions " invalidité" ou "stationnement pour personnes handicapées", de la carte de stationnement pour personnes handicapées mentionnée au IV de l'article L. 241-3, de la carte d'invalidité mentionnée à l'article L. 241-3 dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2017 et de la carte européenne de stationnement mentionnée à l'article L. 241-3-2 dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2017 ou de la canne blanche est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^{eme} classe.

La récidive de la contravention prévue au présent article est réprimée conformément à l'article 132-11 du code pénal.

L'Imprimerie Nationale ne peut pas accepter les photographies d'identité présentant les caractéristiques suivantes, ces photos seront donc rejetées :

- La personne est non reconnaissable
- La photo est récupérée d'un ancien support
- La personne porte un grand chapeau (type sombrero etc...)
- Le fond est foncé, de couleur ou fortement chargé
- La photo fait apparaître des traces sur le visage
- La photo est floue
- Le visage n'est pas du tout cadré et centré dans la photo
- Le visage est coupé

L'Imprimerie Nationale vérifie le format et la qualité de la photographie reçue. Si celle-ci n'est pas exploitable pour la fabrication de la CMI, un nouveau formulaire « d'appel Photo» appelé *Courrier de complétude de photographie* est envoyé par voie postale ou par email au Bénéficiaire.

L'espace personnel du Bénéficiaire accessible via le Portail permet de connaître le statut de la demande de CMI.

3. Suivi des Demandes

Le suivi des demandes permet au Bénéficiaire de connaître l'état de traitement de sa demande de CMI.

La procédure de demande est composée de 6 étapes, avant réception de la CMI :

1. Demande de fabrication de la CMI effectuée ;
2. Courrier de demande de photo envoyé / en attente photo (*uniquement pour les Bénéficiaires personne physique*) ;
3. Courrier de demande de complétude photo envoyé / en attente photo (*uniquement pour les Bénéficiaires personne physique*) ;
4. Photo invalide – en attente photo (par téléversement) (*uniquement pour les Bénéficiaires personne physique*) ;
5. CMI en cours de fabrication ;
6. CMI remise au transporteur.

4. Gestion des données

La gestion des données permet de :

- Changer l'adresse de livraison d'un Bénéficiaire ou de son représentant légal pour la remise de la CMI, du Duplicata ou du double de la CMI Stationnement;
- Changer de mot de passe ;
- Changer l'adresse de messagerie électronique.

5. Duplicata de CMI

La demande de Duplicata s'effectue exclusivement via le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr.

Les Etapes de commande d'un Duplicata sont :

1. Sélection de la CMI faisant l'objet d'une demande de Duplicata de CMI ;
2. Choix de la raison de demande de Duplicata avec déclaration sur l'honneur par le Bénéficiaire ;
3. Validation de la demande de Duplicata ;
4. Paiement du Duplicata ;
5. Génération de l'accusé de réception de demande de Duplicata.

L'Imprimerie Nationale fabrique le ou les Duplicatas demandé(s) à réception du paiement effectif de la commande. La fabrication du Duplicata entraîne l'invalidation de la CMI qu'il remplace, à la date de la demande de Duplicata sur le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr. Le (ou les) Duplicata(s) délivré(s) portera(ont) un numéro différent de celui de la CMI initiale.

6. Second exemplaire de la CMI Stationnement

Cette fonctionnalité est disponible uniquement pour les Bénéficiaires personnes physiques.

Les entités personnes morales assurant le transport collectif de personnes handicapées, et relevant des décisions du représentant de l'État dans le département, ne peuvent pas accéder à cette fonctionnalité.

La commande de second exemplaire concerne uniquement les CMI stationnement. Une seule demande de second exemplaire CMI stationnement peut être formulée par le Bénéficiaire ou par son représentant légal. Les CMI Stationnement sont émis à la demande du Bénéficiaire ou de son représentant légal via le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr. Les étapes de demande de second exemplaire sont les suivantes :

1. Sélection de la CMI Stationnement ;
2. Validation de la commande de second exemplaire
3. Paiement du second exemplaire
4. Génération de l'accusé de réception de commande de second exemplaire

L'Imprimerie Nationale fabrique le second exemplaire à réception du paiement effectif de la commande. Dans ce cas, deux CMI Stationnement identiques portant les mêmes droits (dates de validité) sont valides en même temps. Chaque CMI Stationnement possède un numéro d'identification distinct.

V. DÉLAI DE DÉLIVRANCE DE LA CMI

Pour toute demande de CMI, l'Imprimerie Nationale dispose de 5 jours ouvrés à compter de la réception du dossier complet pour fabriquer la CMI et la remettre au transporteur (La Poste).

Est entendu par dossier complet :

- la réception du dossier de demande de la MDPH dont relève le Bénéficiaire

et, pour les Bénéficiaires personnes physiques,

- du téléversement par le Bénéficiaire d'une photographie d'identité sur le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr ou l'envoi d'une photographie d'identité au moyen du coupon réponse à l'IN
- la vérification du format et de la qualité de la photographie.

La complétude du dossier est signalée dans l'interface de gestion des demandes par l'activation de l'étape 5 « CMI en cours de fabrication » (cf. article IV.3 des présentes).

VI. RÉCEPTION DE LA CMI

A réception du titre CMI, le Bénéficiaire devra s'assurer du bon état de la CMI et de l'exactitude des informations qu'elle contient. Si les informations de la CMI sont inexactes ou erronées, le Bénéficiaire devra prendre contact avec la MDPH, DDCS ou DDCSPP de son département de résidence pour connaître la marche à suivre.

VII. NON RÉCEPTION

En cas de non réception de la CMI après les délais d'expédition indiqués à l'article V, le Bénéficiaire est invité à vérifier son espace personnel sur le Portail pour suivre l'évolution de la demande de CMI. Si la procédure de traitement de la demande de CMI est bien indiquée comme étant complète, le Bénéficiaire doit prendre contact avec la MDPH, DDCS ou DDCSPP de son département de résidence pour connaître les conditions de réédition et de réexpédition de la CMI.

VIII. CMI DÉFECTUEUSE OU ERRONÉE

Si la CMI présente un défaut de fabrication ou contient des informations erronées, le Bénéficiaire doit se rapprocher au plus vite de la MDPH, DDCS ou DDCSPP du département de résidence :

Le Bénéficiaire est informé qu'aucune CMI ne pourra être reprise par la MDPH, DDCS ou DDCSPP de son département de résidence si elle a été détériorée ou abimée par une utilisation non adéquate.

IX. PERTE OU VOL

En cas de perte ou vol de la CMI, celle-ci ne peut être remplacée ni remboursée.

Le Bénéficiaire ou son représentant légal pourra néanmoins demander un Duplicata de CMI à ses frais.

Pour obtenir un Duplicata de CMI, le Bénéficiaire devra faire une demande de Duplicata de CMI sur le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr (cf. article IV.5 des présentes)

Le prix, toutes taxes comprises, de Duplicata de CMI sera celui indiqué au moment de la confirmation de la demande de Duplicata.

X. CMI DÉTÉRIORÉE

1. Précautions d'utilisation

Les conditions standard d'utilisation de la CMI par les Bénéficiaires sont celles d'une utilisation adéquate de la CMI et d'une manipulation précautionneuse par une personne attentive et responsable telles qu'elles sont attendues afin de protéger l'intégrité, la qualité, la nature ou la substance de la CMI contre toute contrainte extérieure pouvant l'endommager.

Les conditions standard d'utilisation de la CMI sont notamment:

- transport à plat, c'est-à-dire non pliée ou courbée sous contrainte mécanique

Les cas suivants, pourraient être la preuve d'une utilisation ou manipulation inappropriée de la CMI, qu'ils soient accidentels ou non :

- pliage non naturel de la CMI ;
- dommage occasionné par un objet coupant ;
- déformation occasionnée par un fort impact sur la surface de la CMI ;
- toute tentative d'extraction d'un composant de la CMI, ou tout dommage visible occasionné à la CMI ;
- toute trace d'immersion de la CMI dans un liquide ou une substance semi liquide ;
- toute exposition à des températures inhabituelles ou à des chocs de micro-ondes

2. Conséquences d'une CMI détériorée

En cas de détérioration de la CMI par le Bénéficiaire, celle-ci ne peut être remplacée ni remboursée. Il pourra néanmoins demander un Duplicata de CMI à ses frais.

Pour obtenir un Duplicata de CMI, le Bénéficiaire devra faire une demande de Duplicata de CMI sur le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr (cf. article IV.5 des présentes)

Le prix, toutes taxes comprises, du Duplicata de CMI sera celui indiqué au moment de la confirmation de la demande de Duplicata.

XI. RESPONSABILITÉS

La responsabilité de l'Imprimerie Nationale est limitée à la réparation des dommages matériels directs qui résulteraient d'une mauvaise exécution de ses obligations contractuelles découlant des CGRU.

L'Imprimerie Nationale ne pourra être tenue pour responsable de la qualité de la liaison internet du Bénéficiaire.

En outre, l'Imprimerie Nationale ne saurait être tenue responsable des dommages résultant d'une utilisation non conforme ou frauduleuse de la CMI par un Bénéficiaire.

En aucun cas, l'Imprimerie Nationale ne pourra être tenue responsable de dommages immatériels et/ou indirects.

XII. DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies à partir de l'espace personnel du Bénéficiaire accessible via le Portail www.carte-mobilite-inclusion.fr font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel informatique destiné à l'Imprimerie Nationale en tant que responsable de traitement aux fins de remise de la CMI.

Les données fournies par le Bénéficiaire sont collectées à l'occasion de la demande de fabrication de la CMI par la MDPH, la DDCS ou la DDCSPP de rattachement du Bénéficiaire et via le Portail lors des demandes et/ou commande du Bénéficiaire.

Sont collectées et/ou traitées notamment les nom, prénom, raison sociale, adresse de courrier électronique, adresse du Bénéficiaire, photographie, adresse de livraison des titres.

Les données collectées sur le Portail sont exclusivement destinées à l'Imprimerie Nationale en sa qualité de responsable du traitement. Elles peuvent être également transmises aux filiales de l'Imprimerie Nationale, ou à des sociétés sous-traitantes auxquelles l'Imprimerie Nationale fait appel dans le cadre de l'exécution des services et commandes notamment la gestion, l'exécution, le traitement, et l'envoi postal.

Aucun transfert de données personnelles hors de l'Union Européenne n'est effectué.

Toutes les données personnelles qui sont recueillies sont traitées avec la plus stricte confidentialité. En particulier, l'Imprimerie Nationale s'engage à respecter la confidentialité des données transmises au moyen d'une messagerie électronique.

Le caractère obligatoire des données est signalé par un astérisque ou par un message lors de la collecte. Si les données signalées par un astérisque ne sont pas renseignées, la commande, la remise et la gestion du cycle de vie de la CMI ne pourront pas être réalisées.

Les données personnelles relatives au Bénéficiaire sont nécessaires à la gestion des commandes et aux relations commerciales entre le Bénéficiaire et l'Imprimerie Nationale. Ces données pourront également être conservées à titre de preuve dans le respect des obligations légales et réglementaires (paiement, garantie, litige, etc.).

Les données personnelles relatives au Bénéficiaire permettent à l'Imprimerie Nationale d'améliorer et de personnaliser les services qui sont proposés, notamment sur le Portail et les informations que l'Imprimerie Nationale adresse au Bénéficiaire.

Toutes les données personnelles du Bénéficiaire sont conservées pendant toute la durée de validité des droits d'accès au Portail. Ses données seront supprimées un (1) an après la fin de validité des accès au Portail.

Conformément à la réglementation applicable relative à la protection des données à caractère personnel, le Bénéficiaire ou son représentant légal dispose d'un droit d'accès et de rectification

aux informations qui le concernent, en justifiant de son identité, par courrier électronique à l'adresse suivante :

cil-INSA@imprimerienationale.fr

En application du décret n°2016-1847 du 23 décembre 2016 autorisant la création du traitement de données à caractère personnel relatif à la CMI, le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi informatique et libertés ne s'applique pas.

Ces droits s'exercent, en indiquant ses nom, prénom, adresse e-mail et la MDPH , la DDCS ou la DDCSPP de rattachement, et en justifiant de son identité (photocopie d'un titre d'identité portant la signature du Bénéficiaire précisant l'adresse à laquelle doit parvenir la réponse).

Une réponse sera alors adressée dans un délai de deux (2) mois suivant la date de réception de la demande.

Pour en savoir plus sur les droits des personnes concernées, le Bénéficiaire peut consulter le site de la CNIL (www.cnil.fr).

XIII. RÉCLAMATIONS-ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE

Le Bénéficiaire peut contacter l'Imprimerie Nationale aux coordonnées suivantes :

- Adresse de messagerie : contact-cmi.bénéficiaire@imprimerienationale.fr

La loi applicable est la loi française. Tout litige relatif à la formation, à l'exécution ou à l'interprétation des présentes conditions générales est de la compétence des tribunaux du domicile du Bénéficiaire.

Lorsque le demandeur de la CMI est une entité personne morale assurant le transport collectif de personnes handicapées, et relevant des décisions du représentant de l'État dans le département, la compétence est attribuée au tribunal administratif de Paris.